
Introduction à la vie politique de l'Île-du-Prince-Édouard

par Doug Boylan

Cette année, la Région canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth tient sa conférence annuelle dans la plus petite province du Canada dont la spécificité tient à son histoire, à sa situation géographique et à ses traditions politiques. L'auteur examine quelques-uns des thèmes récurrents dans l'histoire de l'Île-du-Prince-Édouard, brosse le portrait de cinq premiers ministres marquants et révèle quelques singularités de la vie politique de l'île.

Quelles sont les constantes susceptibles de définir notre sentiment d'appartenance à l'Île-du-Prince-Édouard? D'abord et avant tout, il y a la terre elle-même, ressource limitée menacée par la surexploitation et le surdéveloppement. Depuis la création de la colonie en 1769, les Prince-Édouardiens et leurs gouvernements successifs se préoccupent de la propriété de la terre et, plus spécialement de nos jours, de l'utilisation ou de la mésutilisation de la terre. Par suite d'une loterie plutôt bizarre organisée en 1765 (ancêtre de notre omniprésente loterie 6-49), la propriété de presque toute la terre de l'île est échue à des non-résidents, à des Britanniques qui étaient en faveur auprès du monarque de l'époque. Pendant les cent années qui ont suivi, jusqu'à l'entrée de l'île dans l'union canadienne en 1873, des efforts n'ont cessé d'être déployés pour déloger les propriétaires absenteïstes et pour faire en sorte que les métayers puissent acquérir la terre en propriété franche. Ce fut tant à l'Assemblée que dans les campagnes un dur combat qui a laissé des traces indélébiles comme l'atteste la devise « c'est ma terre et c'est à moi d'en faire ce que j'en veux ». À notre époque, les gouvernements des deux couleurs politiques se débattent avec des problèmes liés à la terre : mauvaise rotation culturale, compaction, érosion de ruissellement, forte utilisation de pesticides et de fertilisants. On pourrait presque dire que notre terre est imprégnée de trop d'histoire?

Doug Boylan a été greffier de l'Assemblée législative de l'Île-du-Prince-Édouard et greffier du Conseil exécutif. Il enseigne l'histoire à l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard.

D'autres thèmes récurrents viennent à l'esprit. Jusqu'à l'achèvement en 1997 du pont de la Confédération, les communications avec la partie continentale du Canada étaient un souci constant pour les Prince-Édouardiens. Pendant plus d'un siècle, le raccordement avec le continent, surtout lorsque le détroit de Northumberland était pris dans les glaces, était aléatoire. Peut-être ce problème séculaire a-t-il été maintenant réglé, mais certains soutiennent qu'il y aura un prix à payer pour le pont, que l'île risque de devenir un Coney Island avec tous les problèmes liés aux foules et aux attractions de mauvais goût!

Un thème récurrent de notre histoire est la place de notre île dans l'union canadienne. L'Île-du-Prince-Édouard est entrée à reculons dans l'union canadienne en 1873, poussée par une dette ferroviaire insurmontable, les pressions qu'exerçait sur elle la Grande-Bretagne pour qu'elle adhère au nouveau pays et les offres financières alléchantes de sir John A. Macdonald. Jusqu'à récemment, la province dépendait lourdement des transferts fédéraux de toute sorte et de toute taille; il arrivait que le budget annuel soit composé d'« argent fédéral » à 60 p. 100, mais aujourd'hui, grâce à des efforts acharnés pour accroître l'activité économique, ce pourcentage a été ramené à 40 p. 100.

Un autre trait caractéristique de la société insulaire, celui-ci d'intérêt particulier pour les parlementaires, c'est ce que j'appellerais les extrêmes électoraux. Étant donné la petitesse de notre Assemblée législative [30 sièges de 1893 à 1966, 32 sièges de 1966 à 1996, 27 sièges aujourd'hui], les chances ou bien de balayages ou bien de résultats serrés sont élevées. À l'heure actuelle, le rapport entre les partis à l'Assemblée est de



Anne aux pignons verts, créée par L.M. Montgomery, est omniprésente dans la description que l'on fait de nous et est même devenue une industrie en soi. Tous les produits imaginables (et certains inimaginables) sont vendus à prix d'or. Les qualités attachantes et très réelles d'Anne dans le contexte de l'île demeurent, mais il devient de plus en plus difficile de les découvrir et de les expérimenter.

26/1 et, au cours du siècle, il a été, par exemple, de 30/0, 30/2, 31/1, 26/1 et 17/15. Ces résultats sont de nature à tenir les médias et le public en haleine, mais ils n'augurent rien de bon pour la conduite des affaires parlementaires. Un autre aspect des élections et des partis qui continue d'intriguer les théoriciens et les accros de la politique, c'est l'incapacité presque totale des tiers partis à se tailler une place sur l'échiquier politique de l'Île-du-Prince-Édouard. La percée du NPD aux élections générales de 1996, la première fois qu'un tiers parti ait obtenu un siège à l'Assemblée, a tourné court aux dernières élections générales.

Quelques chefs politiques marquants

Depuis l'avènement du gouvernement responsable en 1851, nos postes politiques ont souvent été occupés par des chefs aux compétences politiques et administratives remarquables. En choisir cinq ou six parmi eux, c'est faire preuve d'injustice envers les autres, mais ceux que j'ai retenus – de façon entièrement subjective – vont, je l'espère, donner une idée de la détermination des Prince-Édouardiens à résoudre les problèmes qui ont surgi depuis leur entrée dans la Confédération. Mais avant de passer à mon palmarès de cinq premiers ministres, je voudrais rendre hommage à trois de ceux qui n'y figurent pas. À sir Henry Louis Davies, homme politique provincial, puis ministre du gouvernement Laurier et

enfin juge en chef du Canada, le seul Prince-Édouardien à avoir accédé à ce poste depuis la création de la Cour. À Joe Ghiz, éloquent porte-parole de sa province natale et ardent Canadien. Et enfin à J. Angus McLean, disparu il y a peu, qui a représenté l'Île-du-Prince-Édouard à la Chambre des communes pendant 24 ans, soutenu vigoureusement l'Association parlementaire du Commonwealth, fait partie du cabinet Diefenbaker de 1957 à 1963, puis a été élu chef du Parti conservateur provincial, puis premier ministre de la province de 1979 à 1981. Il a apporté une contribution remarquable à la vie publique du Canada et de l'île. L'affrontement qui l'a opposé à Gordon Sinclair dans le cadre de l'émission *Front Page Challenge* sur la question de savoir s'il était d'abord Canadien ou Prince-Édouardien fait partie du folklore provincial.

Mais cinq premiers ministres se distinguent tout particulièrement par leur contribution au gouvernement et à l'Assemblée de l'Île-du-Prince-Édouard : W.W. Sullivan, J. Walter Jones, Walter R. Shaw et Thane Campbell et son fils Alex Campbell.

William W. Sullivan, avocat, homme politique et juge, est celui qui est resté premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard le plus longtemps après Alex Campbell. Il est à noter que Sullivan, un catholique éminent, a remporté la direction du Parti conservateur et occupé le poste de premier ministre pendant plus de dix ans, à une époque où le système d'enseignement public de la province était la proie de rivalités confessionnelles. Sullivan, qui était avant tout un réaliste, était aux prises avec des problèmes familiaux, ô combien ! : population déclinante, subventions stationnaires d'Ottawa, endettement croissant et fonction publique pléthorique.

Ses efforts inlassables pour faire augmenter les transferts fédéraux ainsi que les impôts locaux sont restés largement infructueux. Des mesures réactionnaires ont suivi : suppression du scrutin secret sous prétexte qu'il était trop coûteux [il n'a été restauré qu'en 1913], rétablissement du travail à la corvée sur les routes provinciales, réduction du traitement des députés provinciaux, diminution du nombre et de l'emploi de jurés dans certaines actions en justice et compression sensible du nombre et du salaire des fonctionnaires.

En dépit de ces mesures draconiennes, Sullivan n'est jamais parvenu à équilibrer le budget provincial. Sa nomination comme juge en chef en 1889 l'a libéré de la tâche presque désespérée d'assainir les finances provinciales, objectif auquel il s'était voué corps et âme. Les 20 années que Sullivan a passées dans la magistrature ont été beaucoup plus valorisantes : jusqu'à sa démission en 1917, seulement sept des affaires qu'il avait tranchées ont été portées en appel devant la Cour suprême du Canada et encore six d'entre elles ont-elles été rejetées. De son départ en retraite jusqu'à sa mort en 1920, Sullivan a vécu chez l'une après l'autre de ses trois filles. Il faisait tous les jours sa promenade seul jusqu'à ce qu'il fasse une chute, après quoi sa femme a insisté pour l'accompagner.

Sullivan a fini par accepter, mais à condition qu'elle se tienne à une certaine distance.

Malgré le caractère agricole de l'Île-du-Prince-Édouard, ce n'est qu'en 1935 qu'un agriculteur, Walter Lea, est devenu premier ministre. Il a eu pour successeurs dans les années 1940 et 1950 deux autres agriculteurs, J. Walter Jones et Walter R. Shaw. Les deux étaient des hommes remarquablement vigoureux qui se sont lancés dans la vie publique à un âge relativement tardif, du moins suivant les normes d'aujourd'hui. Et les deux étaient remarquablement bien instruits pour leur époque puisqu'ils étaient titulaires, chose presque inouïe alors, d'un diplôme du Collège d'agriculture de l'Ontario et qu'ils s'étaient intéressés passionnément toute leur vie à l'agronomie.

Après avoir travaillé pendant quelques années comme fonctionnaire aux États-Unis et au Canada, Jones a établi une grosse exploitation agricole à Burnbury, en face de Charlottetown de l'autre côté de la rivière. Après avoir élevé des renards argentés pendant peu de temps, il s'est mis à l'élevage de bovins de race Holstein pour lesquels il est devenu fameux dans toute l'Amérique du Nord. Tout en exploitant une ferme familiale qui remontait au début des années 1800, Shaw s'est donné totalement, dès l'obtention de son diplôme, à la fonction publique provinciale, où il s'est occupé d'abord de vulgarisation agricole, puis a été sous-ministre de l'Agriculture de 1934 jusqu'à sa retraite en 1954.

Jones était le plus cassant, le plus dogmatique des deux, celui qui mâchait le moins ses mots. Les déclarations qu'il faisait sur à peu près tout, que ce soit dans son domaine ou non, gardent encore aujourd'hui du piquant. Au sujet de l'abolition de la prohibition dans l'Île-du-Prince-Édouard à la fin des années 1940, Jones a déclaré à ses adversaires [notamment la Womens' Christian Temperance Union] que « la prohibition avait été une noble tentative de réforme de la nature humaine par des gens qui ne comprenaient rien à la nature humaine ». Et devant la Commission royale Massey sur les arts qui était de passage dans l'île, Jones a affirmé qu'il n'était pas bon que l'Île-du-Prince-Édouard donne trop d'instruction à un homme « car il ne tarde pas à devenir professeur au Haut-Canada, alors que ce n'est nous qui avons payé sa formation ». Jones y allait rarement avec le dos de la cuillère! Après avoir terminé ce que beaucoup considéraient comme le travail d'une vie dans l'administration agricole, Walter Shaw a sollicité et obtenu la direction du Parti conservateur et, en 1959, à l'âge de 72 ans, il a mené son parti à une victoire électorale impressionnante (22 sièges contre 8). Shaw sentait que l'Île-du-Prince-Édouard ne marchait pas de pair avec le reste du Canada sur le plan des services gouvernementaux, de l'éducation publique et de la valeur ajoutée aux produits de l'agriculture et de la pêche. Pendant ses deux mandats, il a pris de timides mesures de modernisation qui préfiguraient les grandes manœuvres de micro- et de macro-planification qui devaient marquer la période de la fin des années 1960 aux années 1980.

Walter Shaw était un homme sociable et ouvert; il « aimait » tout simplement les gens et « ses » gens ne lui marchandèrent pas leur affection. En outre, il aimait raconter des histoires et il les racontait dans une langue merveilleusement savoureuse. Dans le cadre d'un débat qui a eu lieu à l'Assemblée après la défaite de son gouvernement en 1966, Shaw, doutant de la possibilité qu'une certaine mesure puisse être prise par le gouvernement, a déclaré : « Monsieur le Président, cette mesure a autant de chances de se concrétiser qu'une oie de se rendre à Constantinople. »

Et enfin, deux couples père-fils, chose sans doute unique en politique canadienne, sinon à l'extérieur de nos frontières. Aux élections générales de 1935, où les libéraux raflent les trente sièges, le chef du Parti libéral, Walter Lea, étant malade, c'est son habile lieutenant, Thane Campbell, ancien boursier Rhodes et avocat de Summerside, qui prend en charge la campagne, les réunions et la stratégie. Campbell avait pour proche conseiller et stratège Jim Wells, jeune avocat d'Alberton. La combinaison s'avère gagnante, puisque les libéraux remportent deux victoires consécutives en 1935 (30 sièges sur 30) et en 1939 (27 sur 30).

Les visiteurs qui mettent de côté les somptueux dépliants touristiques peuvent, moyennant un petit effort, dépasser les lieux communs d'Anne aux pignons verts, des terrains de golf champignonnants et du « Berceau de la Confédération » pour découvrir des aspects de la société de l'île qui font partie de notre vie depuis des générations.

Trente ans après le balayage de 1935, le fils de Thane, Alex, âgé de 32 ans, brigue et remporte la direction du Parti libéral au premier congrès de direction ouvert de l'histoire de la province. L'année suivante, les libéraux d'Alex Campbell sont élus de justesse, puisqu'ils remportent 15 sièges contre 15 le soir des élections, puis 17 sièges contre 15 une fois dépouillés les résultats d'élections différées. Or, le stratège de la campagne et le confident d'Alex n'était nul autre qu'Andy Williams, fils de Jim. C'est ainsi que, à trente ans de distance, deux couples père-fils ont réussi admirablement tant aux urnes qu'au gouvernement. Thane Campbell a remporté deux élections avant de « se retirer » dans la magistrature en 1943; Alex Campbell détient le record de victoires successives [quatre, en 1966, 1970, 1974 et 1978] et de longévité au poste de premier ministre [douze ans deux mois et quelques jours]. Tout sa vie, Thane Campbell s'est intéressé au patrimoine de l'Île-du-Prince-Édouard et a travaillé à sa préservation. Peu

après être devenu premier ministre en 1936, il a délogé le bureau d'immatriculation des véhicules à moteur des locaux qu'il occupait au deuxième étage de Province House, puis a remis la salle dans l'état où elle était lorsque le Conseil législatif s'y réunissait [amalgamé à l'Assemblée législative en 1893]. Connue aujourd'hui sous le nom de Chambre de la Confédération, l'ancienne chambre haute a servi de salle de réunion aux délégués de la Conférence de Charlottetown en 1864. Campbell père a contribué également à la formation du Prince Edward Island Museum and Heritage Foundation, dont il a été le premier président au début des années 1970.

De 1966 à 1978, sous le premier ministre Alex Campbell, l'économie, le système d'éducation, les services gouvernementaux facultatifs et obligatoires, bref, le tissu même de la province a changé du tout au tout ou presque. Les mérites de cette vaste initiative de planification et de transformation, connue sous le nom de Comprehensive Development Plan, sont encore aujourd'hui débattus. Au crédit de Campbell, il faut dire que le changement s'imposait [ne serait-ce qu'à cause de la quasi-faillite de 1966] et que Campbell a choisi de l'opérer dans le cadre d'une stratégie globale plutôt qu'à la pièce.

Singularités de l'Île-du-Prince-Édouard

Faut-il attacher de l'importance à un nom? Le nom « Alex Campbell » revient au moins trois fois dans notre histoire politique et judiciaire. Le premier Alex, trésorier provincial dans les années 1830, fut congédié parce qu'il ne pouvait pas justifier la disparition d'un cinquième du budget annuel de la colonie. Un deuxième Alex fut assailli par une bande de gamins des rues en 1880; dans une tentative d'échapper à ses agresseurs, il tira un pistolet en l'air et fut promptement arrêté pour « avoir tiré un pistolet dans un lieu public ». Le juge dut cependant être sympathique à sa cause, puisqu'il se contenta de lui infliger une amende de 5 cents. Le troisième Alex, bien entendu, c'est celui qui a été premier ministre de la province de 1966 à 1978.

Et que dire de John Arbuckle, député provincial qui, en 1840, fut censuré par l'Assemblée pour « intempérance malséante ». Faut-il en conclure que l'Assemblée se souciait aussi de l'intempérance bienséante? Et dans quelle colonie y a-t-il eu, après l'avènement du gouvernement responsable, un duel en bonne et due forme entre le premier ministre et le chef de l'Opposition? À l'Île-du-Prince-Édouard, bien entendu, dans le magnifique parc Victoria. Le chef de l'Opposition, Edward Palmer, tira le premier et manqua sa cible. Le premier ministre Coles ne riposta pas. Action non concluante, sans doute, mais action directe tout de même.

Parmi les autres curiosités, mentionnons :

- la loi de 1836 interdisant aux femmes de voter, comme s'il pouvait en être question à l'époque; les femmes n'ont obtenu le droit de vote qu'en 1922.
- un autre député provincial, John MacIntosh, qui, en 1844, cracha au visage d'un prêtre pour des raisons apparemment liées à la propriété foncière. Le prêtre est réputé avoir jeté à MacIntosh un sort qui le condamnait à ne plus pouvoir garder de salive dans ses joues. On nota à partir de ce jour que MacIntosh avait tendance à baver.
- la déclaration retentissante dans un journal local faisant remarquer qu'il n'y avait pas eu un divorce dans l'île depuis trente ans. Mais il n'y avait pas non plus de tribunal de divorce pendant cette période.
- l'appréciation ravissante – ou est-elle un peu malicieuse – que l'on fit du gouverneur Fanning au moment de son départ en retraite en 1804 : « ...il s'est retiré avec sa réputation intacte grâce à la fois à sa cordialité, à son habile duplicité et à sa judicieuse inaction ».

Je vais laisser le mot de la fin à Angus MacEacchern qui déclarait en 1811 : les Prince-Édouardiens « sont extravagants en ce qui concerne le thé, l'habillement, le grog et les courses de chevaux ». Son observation a résisté à l'épreuve du temps, pourvu qu'on ajoute à la liste un intérêt constant pour la politique!